



NATIONS  
UNIES



**Convention-cadre sur les  
changements climatiques**

Distr.  
GÉNÉRALE

FCCC/SBI/2000/2  
10 mai 2000

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

ORGANE SUBSIDIAIRE DE MISE EN ŒUVRE

Douzième session

Bonn, 12-16 juin 2000

Point 11 de l'ordre du jour provisoire

**QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES**

**Solutions envisageables pour remédier au paiement tardif des contributions**

**Note du Secrétaire exécutif**

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION .....	1 – 2	2
II. LE PROBLÈME ET SES CAUSES .....	3 – 10	2
III. OPTIONS .....	11 – 19	7
A. Pratique des organismes des Nations Unies .....	11 – 13	7
B. Pratique d'autres organes conventionnels.....	14 – 16	7
C. Mesures prises par la Convention-cadre .....	17 – 18	8
D. Options additionnelles.....	19	8

## I. INTRODUCTION

1. Préoccupée par la tendance persistante au versement tardif des contributions, dont certaines ne sont toujours pas réglées depuis 1996 et 1997, la Conférence des Parties a prié, à sa cinquième session, le Secrétaire exécutif de lui présenter, par l'intermédiaire de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) à sa douzième session, différentes solutions possibles pour remédier à cette situation, qu'elle examinerait à sa sixième session (décision 21/CP.5 – document FCCC/CP/1999/6/Add.1).

2. Le présent document, qui a été établi en réponse à cette demande, comprend deux grandes parties :

a) La première partie explique brièvement les problèmes et les inconvénients auxquels pourrait être confrontée la Convention du fait du paiement tardif des contributions au budget de base. Quelques-unes des causes possibles de ce paiement tardif sont également indiquées;

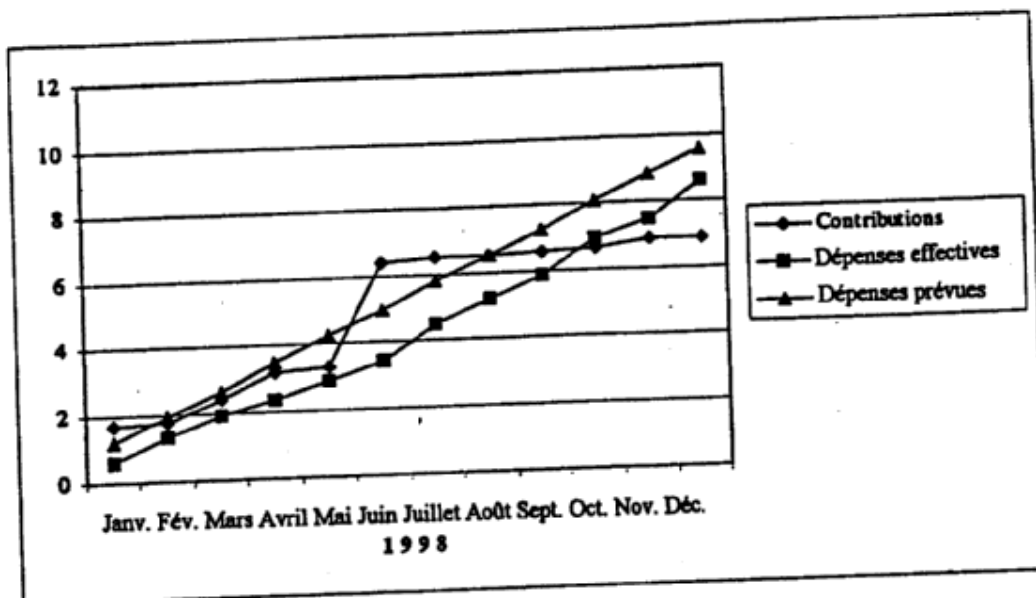
b) La deuxième partie donne quelques exemples de la façon dont l'ONU et d'autres organisations internationales ont abordé cette question, explique les mesures prises jusque-là par la Convention et propose des options supplémentaires que le SBI voudra peut-être étudier pour formuler ses recommandations à la Conférence des Parties à sa sixième session.

## II. LE PROBLÈME ET SES CAUSES

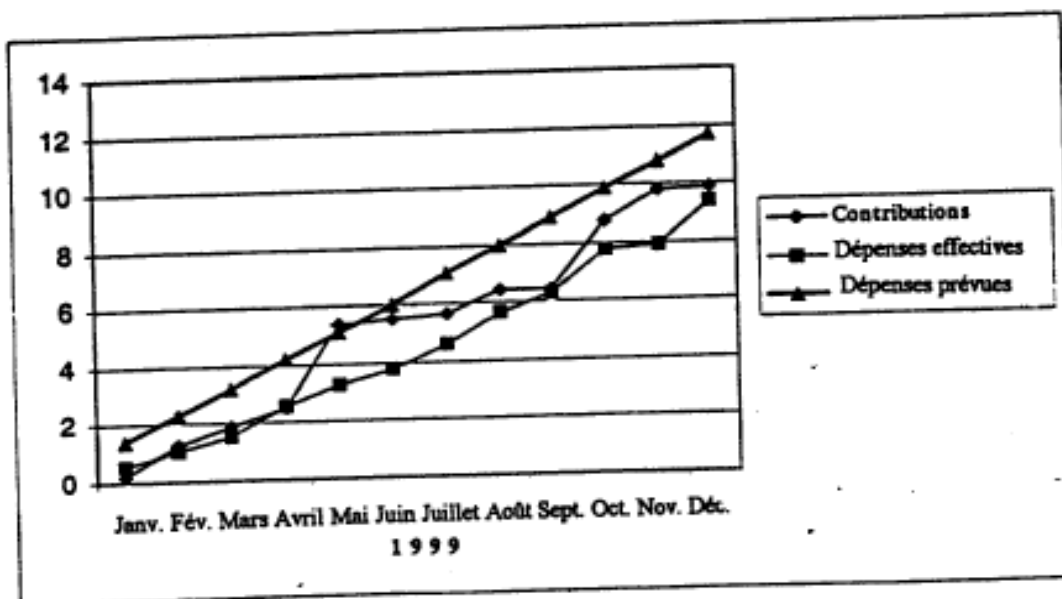
3. Le secrétariat doit exécuter un programme de travail approuvé, pourvoir des postes et souscrire des engagements financiers sur la base du budget approuvé, en partant du principe que les contributions correspondantes seront versées en temps voulu. Selon les procédures en vigueur à l'ONU pour la constitution et l'administration de fonds fiduciaires et les procédures financières de la Convention, le secrétariat ne peut prendre des engagements qu'à hauteur des contributions acquittées. Toutefois, bien que les procédures financières de la Convention stipulent que les contributions au budget de base doivent être versées avant le 1er janvier de chaque année, très peu de contributions ont été reçues dans ces délais.

4. Les figures 1 et 2 montrent les tendances des contributions versées et des dépenses effectives par rapport aux dépenses prévues, en 1998 et en 1999. Si les contributions avaient été versées en temps voulu, les dépenses auraient pu être effectuées conformément au budget approuvé. Toutefois, pour que le niveau des dépenses reste inférieur à celui des contributions acquittées, il a fallu différer des activités. De plus, la faible marge entre les contributions versées et les dépenses effectives signifie que le secrétariat n'a guère eu le temps de planifier les dépenses, et a donc dû à chaque fois mener à bien les procédures budgétaires dans la hâte.

**Figure 1. Contributions et dépenses totales en 1998**  
(En millions de dollars É.-U.)



**Figure 2. Contributions et dépenses totales en 1999**  
(En millions de dollars É.-U.)

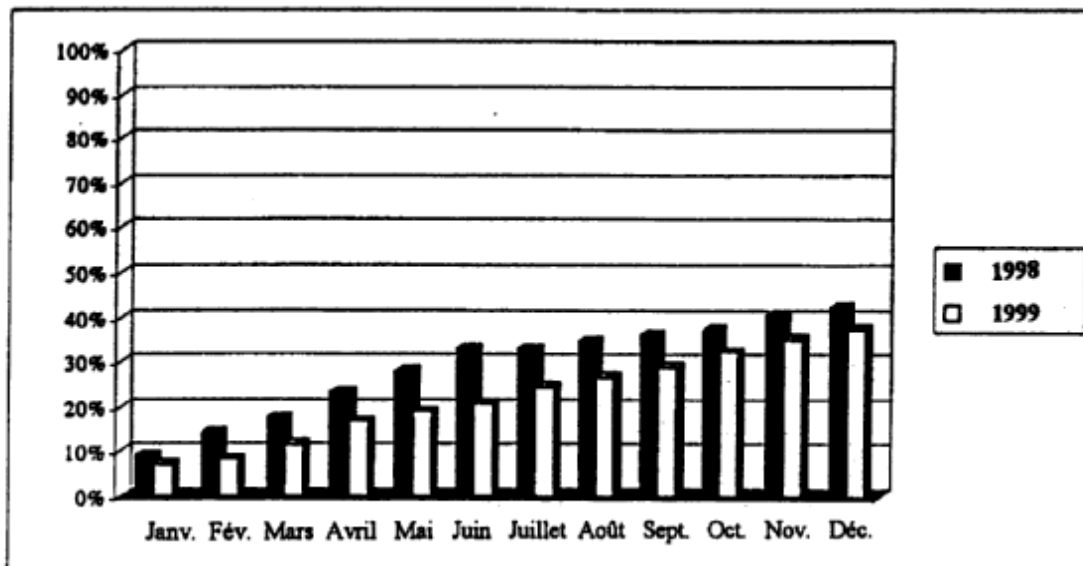


5. Par exemple, une grande partie des contributions pour 1998 a été reçue après la clôture des comptes pour cette année-là. Seulement 78 % des contributions indicatives avaient été reçues au mois de décembre, tandis que les dépenses sur la même période représentaient 86 % du budget approuvé. En 1999, 55 % des contribution indicatives avaient été acquittées au 30 juin, et 92 % au 31 décembre de l'année.

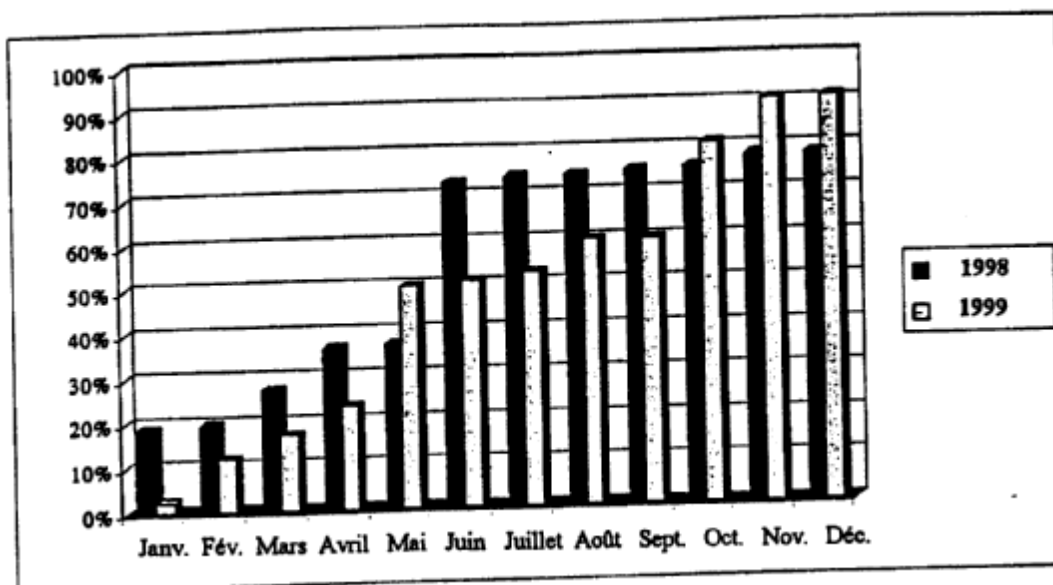
6. Le nombre de Parties en retard dans le versement de leur contribution reste très élevé. En 1998, sur un total de 174 Parties, 60 avaient payé leur contribution au 30 juin et seulement 74 au 31 décembre; 100 Parties n'avaient donc pas versé leur contribution dans la période de 12 mois suivant la date exigible. Sur les 20 plus gros contributeurs, un seul avait versé sa contribution au 1er janvier 1998; quatre contributions ont été reçues au cours du premier trimestre, suivies de sept au cours du deuxième trimestre; six grands contributeurs ont versé leur contribution pour 1998 en 1999.

7. En 1999, bien que les recettes totales aient augmenté, le nombre de Parties à jour dans le versement de leur contribution est resté faible; à la fin de l'année, 112 Parties n'avaient toujours pas versé leur contribution. Sur les 20 plus gros contributeurs, un seul avait payé sa contribution au 1er janvier 1999; trois autres l'ont versée au cours du premier trimestre, et trois autres encore au trimestre suivant. Au 31 décembre, trois des principaux contributeurs n'avaient toujours pas versé leur contribution pour 1999 (voir les figures 3 et 4 pour une comparaison des pourcentages de Parties ayant versé leur contribution et des contributions indicatives reçues à la fin de chaque mois).

*Figure 3. Pourcentage cumulé de Parties ayant versé leur contribution, par mois, en 1998 et en 1999*



*Figure 4. Pourcentage cumulé de contributions reçues, par mois, en 1998 et en 1999*



8. La pénurie de liquidités qu'aurait pu provoquer le versement tardif des contributions a été évitée parce que le secrétariat a été autorisé à utiliser la réserve de trésorerie et les soldes non dépensés provenant des exercices précédents. Toutefois, la Conférence des Parties ayant également décidé (décision 20/CP.5) d'utiliser les reports pour couvrir la différence de plus de 3,7 millions de dollars entre les dépenses approuvées (27 888 200 dollars) et les contributions escomptées (24 186 000 dollars) pour l'exercice biennal en cours, le solde de report et la réserve de trésorerie risquent de ne plus suffire pour couvrir les dépenses initiales si les contributions ne sont pas versées en temps voulu.

9. Bien qu'en majorité, les Parties qui ne versent pas leur contribution au cours de l'année où celle-ci est exigible soient des pays en développement, il n'est pas rare que de grosses contributions de Parties figurant à l'Annexe II soient différées jusqu'à la fin de l'année, ou même versées l'année suivante seulement. En revanche, un certain nombre de pays les moins avancés et de petits États insulaires s'acquittent de leur contribution au cours de l'année correspondante<sup>1</sup>. Cette tendance montre que les contraintes financières ne peuvent être la seule raison du versement tardif des contributions.

10. Un certain nombre d'autres raisons peuvent être invoquées :

a) Longueur des procédures internes d'approbation et retards administratifs. Dans certains cas, les contributions devant être versées à des organisations internationales sont soumises à des procédures d'approbation complexes, y compris des procédures parlementaires;

b) Séparation des compétences concernant, d'une part, la participation à la Convention et, d'autre part, le versement des contributions. Par exemple, alors que la participation au processus relève du Ministère de l'environnement, le versement des contributions incombe souvent au Ministère des finances ou au Ministère des affaires étrangères. Les décisions budgétaires de la Conférence des Parties et les notifications correspondantes concernant le versement des contributions peuvent ne pas être correctement transmises aux services financiers nationaux compétents;

c) Imprécision des instructions concernant le versement des contributions. Des contributions destinées à la Convention ont été versées à d'autres organismes des Nations Unies ou sont restées bloquées sur des comptes d'attente en raison de l'imprécision des avis de crédit reçus des banques;

d) Modification des contributions indicatives du fait d'une révision budgétaire ou d'une décision prise après la notification initiale. Par exemple, les notifications initiales concernant les contributions indicatives pour les premières années des exercices biennaux 1998-1999 et 2000-2001 prévoyaient des chiffres provisoires de dépenses pour les services de conférence, dans l'attente d'une décision de l'Assemblée générale sur cette question;

e) Envoi par le secrétariat des notifications à un ministère n'ayant pas compétence pour le versement des contributions;

f) Transfert des dépôts sur un compte erroné, après leur réception à l'ONU.

---

<sup>1</sup> Voir FCCC/SBI/2000/INF.5.

### III. OPTIONS

#### A. Pratique des organismes des Nations Unies

11. Il peut être utile d'examiner la pratique des organismes du système des Nations Unies, même si les procédures financières appliquées varient.

12. L'Article 19 de la Charte des Nations Unies dispose que :

"Un Membre des Nations Unies en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation ne peut participer au vote à l'Assemblée générale si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées. L'Assemblée générale peut néanmoins autoriser ce Membre à participer au vote si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté."

13. L'Union internationale des télécommunications (UIT) applique deux sortes de sanctions à ses membres qui ne versent pas en temps voulu leur contribution. D'après l'article 169 de la Constitution de l'UIT,

"un Membre en retard dans ses paiements à l'Union perd son droit de vote... quand le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions à payer par ce Membre pour les deux années précédentes."

Le règlement financier de l'UIT dispose en outre qu'un intérêt d'au moins 6 % par an est appliqué aux contributions en retard (par. 3 b) de l'article 6 du règlement financier).

#### B. Pratique d'autres organes conventionnels

14. Le secrétariat a examiné la pratique suivie par plusieurs conventions internationales administrées dans le cadre du système des Nations Unies<sup>2</sup>, mais aucune n'a réalisé une étude exhaustive sur la question ou adopté une position formelle vis-à-vis des Parties en retard dans le versement de leurs contributions.

15. Considérant que les contributions ne sont pas "statutaires", ces organes conventionnels ont jusque-là préféré recourir à la persuasion politique ou "lancer des appels", plutôt que d'appliquer des sanctions, de façon à éviter de décourager les Parties de s'acquitter de leurs engagements quant au fond, garants d'une bonne application des différentes conventions.

16. D'autres conventions, qui n'ont pas de liens institutionnels avec les Nations Unies, prévoient des sanctions relativement sévères. Par exemple, les statuts et règlements de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) disposent que

---

<sup>2</sup> Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, Secrétariat de la Convention de Bâle, Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, Convention sur la diversité biologique, Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

"les droits d'un membre concernant les élections, le vote et les motions sont suspendus lorsque ce membre est en retard d'une année dans le versement de ses contributions". La Commission baleinière internationale a indiqué qu'un système de sanctions progressives, tel qu'un accroissement des intérêts perçus sur les soldes non réglés, le retrait de la liste de distribution de la documentation et la perte des droits de vote, avait sauvé la Commission de la crise financière<sup>3</sup>.

### **C. Mesures prises par la Convention-cadre**

17. Certaines mesures ont déjà été prises pour inciter les Parties à verser leur contribution en temps voulu, dont :

- a) L'envoi des notifications de contributions indicatives avant le 30 septembre de l'année précédant celle pour laquelle les contributions sont exigibles;
- b) L'envoi d'une lettre aux 20 premiers contributeurs pour les prier de s'acquitter de leur contribution s'ils ne l'ont pas fait au cours du premier semestre de l'année;
- c) La publication d'un document sur "l'état des contributions", indiquant les Parties qui ont versé leurs contributions et celles qui ne l'ont pas fait, à chaque session des organes subsidiaires et de la Conférence des Parties, afin d'inciter les délégations à prendre des mesures correctives;
- d) Le retrait de l'appui financier accordé aux Parties qui ne sont pas des pays moins avancés ou des petits États en développement insulaires et qui pourraient normalement bénéficier d'un appui financier pour participer aux réunions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires mais qui affichent un arriéré de contributions depuis plus d'une année.

18. Toutes ces mesures ont donné des résultats positifs, mais se sont révélées insuffisantes.

### **D. Options additionnelles**

19. Le SBI pourrait donc examiner les options additionnelles ci-après, en vue d'adresser une recommandation à la Conférence des Parties à sa sixième session :

- a) La Conférence des Parties pourrait décider qu'une Partie qui a un arriéré de contributions d'une année ou plus ne pourrait pas :
  - i) Accueillir une session de la Conférence des Parties ou de ses organes subsidiaires;
  - ii) Bénéficier d'un financement pour participer à des ateliers organisés entre deux sessions et à d'autres réunions informelles;
  - iii) Être élue membre du bureau de la Conférence des Parties ou de ses organes subsidiaires;

---

<sup>3</sup> Rapport établi par le Centre du droit de l'environnement de l'UICN, mars 1997.



iv) Être invitée à participer à des ateliers organisés entre deux sessions et à d'autres réunions informelles;

b) La Conférence des Parties pourrait demander au secrétariat d'étudier la possibilité d'appliquer des intérêts sur les contributions non acquittées, et de lui faire une recommandation, par l'intermédiaire du SBI, sur les options envisageables concernant le niveau des intérêts à appliquer et le niveau des arriérés à prendre en compte.

-----